

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue Duroselle  
16 000 Angoulême

Angoulême, le 03/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EUROVIA ENROBES CENTRE AQUITAINE**

La Faye  
16 560 Tourriers

Références : 2025\_849\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007202101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement EUROVIA ENROBES CENTRE AQUITAINE implanté LA FAYE 16 560 TOURRIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROVIA ENROBES CENTRE AQUITAINE
- LA FAYE 16 560 TOURRIERS
- Code AIOT : 0007202101
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société EUROVIA Enrobés Centre-Aquitaine, filiale de SMEC, qui appartient à VINCI, exploite à Tourriers une centrale d'enrobage à chaud depuis 1972. Pour cela, elle dispose d'un arrêté préfectoral en date du 28 octobre 1987, modifié par arrêté préfectoral complémentaire en date du 13 juin 2012. L'activité principale est la fabrication d'enrobés à base d'agregats, de cailloux, de bitume et d'enrobés recyclés.

La société SMEC a déposé, en juillet 2024, un dossier portant à la connaissance du préfet les nouvelles modifications envisagées sur son site de Tourriers. C'est dans le cadre de l'instruction de ce dossier à connaissance que s'inscrit cette visite d'inspection.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Effluents bitumineux	AP Complémentaire du 13/06/2012, article 4.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Merlon anti-bruit	AP Complémentaire du 13/06/2012, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications envisagées	Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SMEC a déposé, en juillet 2024 pour le site exploité par sa filiale EUROVIA Enrobés Centre-Aquitaine, un dossier portant à la connaissance du préfet les nouvelles modifications envisagées (cf. point de contrôle ci-dessous détaillant les modifications sollicitées) sur son site de Tourriers. C'est dans le cadre de l'instruction de ce porter à connaissance que s'inscrit cette visite d'inspection. À cette occasion, il a été constaté la présence d'un merlon anti-bruit dans l'angle nord-ouest de l'emprise ICPE. Le merlon est composé de déchets, principalement du calcaire et des agrégats d'enrobés. Rien ne permet d'établir que ces déchets sont inertes et non dangereux et ne présentent pas un risque d'atteinte à l'environnement (notamment par un lessivage des eaux pluviales sur le merlon pouvant impacter les matrices sol et sous sol). Des justificatifs sur la nature et la stabilité de ce merlon ont été demandés à l'exploitant.

Les modifications envisagées sur le site sont notables mais non substantielles et l'installation reste sous le régime de l'enregistrement. Un arrêté préfectoral complémentaire est toutefois nécessaire pour encadrer le nouvel agencement du site ainsi que les nouveaux équipements qui doivent être mis en œuvre. Un projet d'arrêté complémentaire sera proposé ultérieurement à la signature du préfet dès réception des justificatifs demandés sur le merlon.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications envisagées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L. 181-14 et R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Article L. 181-14 du code de l'environnement</i> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.  <i>Article R. 181-46 du code de l'environnement</i> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
<b>Constats :</b> En juillet 2024, l'exploitant a déposé un dossier portant à la connaissance du préfet les nouvelles modifications envisagées sur le site, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place de silos verticaux de stockage des granulats couverts ;</li><li>• l'agrandissement de l'atelier de maintenance (hors engins) existant ;</li><li>• la construction d'une salle de réunion à côté du poste d'enrobage ;</li><li>• l'ajout d'une cuve mobile à émulsion de 50 tonnes pour la fabrication d'enrobés à froid (rubrique 2521-2 autorisée par lettre préfectorale en date du 12 avril 2016). La capacité totale de stockage de matières bitumineuses de 290 tonnes ne franchit pas le seuil de 500 tonnes, le régime actuel reste inchangé ;</li><li>• l'augmentation de la capacité d'acceptation de recyclés (agregats d'enrobés) dans le processus de fabrication, passant de 30 % en moyenne à 50 % maximum ;</li><li>• l'utilisation des installations de traitement suivantes : concasseur fixe électrique et crible</li></ul>

mobile thermique pour le traitement des agrégats d'enrobés bruts, concasseur mobile thermique pour le traitement des bétons bruts ;

- l'augmentation de la zone de transit sur le secteur est du site, commune d'Anais.

Ces modifications ne portent pas sur des dépassements de seuils réglementaires et les émissions de gaz à effet de serre devraient être moindres avec la fabrication à froid d'enrobés et l'augmentation d'enrobés de récupération qui vont entrer dans le process de fabrication. Compte tenu de ces éléments, le projet d'extension du site EUROVIA Enrobés Centre-Aquitaine et l'évolution du process de fabrication ne présentent pas de risque ou inconvénient significatifs susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ces modifications peuvent être considérées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Il est toutefois demandé des compléments à l'exploitant. En effet, il a été constaté, lors de cette visite, la présence d'un merlon dont la nature et la constitution (caractéristiques physico-chimiques et stabilité mécanique) doivent être justifiées (voir point de contrôle n° 3 *infra*).

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 2 : Effluents bitumineux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/06/2012, article 4.3.4

**Thème(s) :** Dispositifs de collecte

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les ouvrages de traitement doivent être contrôlés au moins une fois par an et nettoyés puis vidangés si nécessaire.

**Constats :**

Il a été constaté que la grille d'avaloir de l'aire de dépotage utilisée pour une cuve d'émulsion présente à l'extérieur des bâtiments est partiellement obstruée par des résidus bitumineux. La grille étant bloquée par ces résidus, aucune investigation sur l'état de l'avaloir n'a pu être réalisé et des réseaux à proximité également.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de faire nettoyer l'avaloir de l'aire de dépotage dans son intégralité et de s'assurer que l'état du réseau enterré permet un bon écoulement des effluents recueillis.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation du nettoyage et du bon état d'écoulement du réseau. L'exploitant justifiera également l'absence d'impact sur l'environnement pouvant avoir été généré en cas d'inétanchéité des réseaux obstrués par des éléments hydrocarburés présents dans le bitume.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Merlon anti-bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/06/2012, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Composition du merlon
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.</p>
<p><b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'un merlon anti-bruit, en phase de surélévation (hauteur finale attendue de 8 m), dans l'angle nord-ouest du site. L'exploitant indique que le merlon n'est pas composé de terre végétale saine mais de déchets traités non dangereux inertes selon l'exploitant, principalement du calcaire et des agrégats d'enrobés. L'exploitant n'a pu transmettre de justificatif à l'inspection attestant de la non dangerosité de ces déchets.</p> <div data-bbox="158 878 1430 1200">  </div>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préciser la nature et la typologie des déchets utilisés pour la constitution de la structure du merlon anti-bruit,</li> <li>- réaliser les investigations et analyses nécessaires des déchets qui composent le merlon et justifier du protocole de prélèvement mis en œuvre (maillage, nombre de points de prélèvement, matrices concernées...) ; des analyses sont à réaliser pour démontrer le caractère inerte et non dangereux (cf. les paramètres à analyser de l'arrêté ministériel ISDI de décembre 2014). En fonction des résultats et des potentiels lessivages, par les eaux pluviales, d'une contamination dans le sol et le sous-sol au droit dudit merlon, des mesures de gestion de ces déchets seront à proposer</li> <li>- justifier de l'intégrité et de la stabilité mécanique du merlon.</li> </ul> <p>L'absence de réalisation d'actions et de justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois